

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France
Versailles, 3 février, 2 h. 30, soir.
À l'issue du conseil des ministres, M. Casimir Périer persiste à plus qu'à se retirer; seulement M. Thiers a obtenu de lui que sa démission ne serait pas encore officiellement annoncée et qu'elle ne paraîtrait pas avant quelques jours au Journal officiel.

Versailles, 3 février, 7 h. 25, soir.
M. Thiers a obtenu de M. Casimir Périer qu'il attendrait lundi pour une résolution définitive. Le conseil de guerre a condamné Bonnin, dit Volpesin, directeur de l'école de Paris et commandant sous la Commune, à la déportation simple.
Pichot, capitaine d'état-major fédéré, coupable d'assassinat lors de la manifestation du 22 mars à la place Vendôme, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Angleterre
Londres, 3 février, soir.
L'Echo se dit autorisé à espérer que la difficulté relative à l'arbitrage, dans l'affaire de l'Alabama, sera résolue par une déclaration de l'Amérique affirmant qu'elle n'a nullement l'intention d'insister sur la réclamation pour les pertes indirectes; mais que ses réclamations resteront au dossier pour soutenir les autres.

Londres, 4 février.
L'Observer annonce qu'une dépêche du gouvernement anglais, adressée à Washington, et conçue dans un ton très amical, exprime le désir sérieux de l'Angleterre d'exécuter d'urgence le traité de Washington.
D'après l'Observer, la dépêche constate en termes précis, que l'Angleterre n'a pas cru que les dommages indirects fussent compris dans le traité et déclare que l'Angleterre ne peut pas consentir à se soumettre à l'arbitrage, si la responsabilité pour les dommages indirects est considérée comme une question ouverte.

Pointe de Galle, 2 février.
Le paquebot des Messageries maritimes, le Cambodge, apportant les mailles de l'Inde, de la Chine et du Japon, est arrivé hier à 60 passagers, 655 balles café, 600 balles café, 1,700 colis divers pour Marseille, et 600 balles café pour Londres.

États-Unis
New-York, 3 février.
Le New-York Herald et le World considèrent la vivacité du langage de la presse anglaise au sujet de la question de l'Alabama comme peu digne et peu justifiée. Si les réclamations de l'Amérique sont exorbitantes, disent-ils, le tribunal arbitral de Genève en fera justice.

Italie
Rome, 3 février, soir.
La chambre des députés a approuvé tous les articles de la loi forestière, ainsi que les dépenses affectées au personnel de la col de Tende.
La commission financière a nommé M. Minichetti, rapporteur.

L'Opinion annonce que cette commission a adopté, avec quelques modifications, la proposition tendant à confier à des banques désignées le service de la trésorerie, et qu'elle a repoussé l'augmentation du capital de la Banque nationale à 200 millions, et a approuvé la proposition tendant à confier à cette banque la conversion de l'emprunt national. Elle n'a pas encore discuté l'impôt sur l'enregistrement.

Le pape a reçu, aujourd'hui, le prince Pierre d'Orléans et la grande duchesse Marie de Bade; il a reçu hier la comtesse d'Arville.
On assure que le consistoire est définitivement fixé à la seconde semaine de carême.
La Liberté dément la nouvelle donnée par le journal la Voce della Verità annonçant que la loi relative à la suppression des corporations religieuses et aux biens ecclésiastiques doit être prochainement appliquée à Rome. Les principes de cette loi, en ce qui concerne Rome, ne sont pas encore arrêtés.

Rome, 3 février, soir.
M. Ximénes, chargé d'affaires d'Espagne, a été officiellement, a demandé, au nom du cabinet espagnol, l'envoi d'une légation pontificale à Madrid.

Le pape n'a voulu prendre aucune détermination à cause des récentes mesures prises en Espagne relativement au mariage civil.
Dans les cercles bien informés, on ne croit pas aux assertions d'une feuille romaine sur de prétendus préparatifs pour le départ éventuel du pape et du cardinal Antonelli et sur l'envoi au nonce d'une circulaire relative aux affaires de la basilique San Vitale.

(Agence Havas.)

PARIS, DIMANCHE 4 FÉVRIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Les nouvelles qui nous sont arrivées de Versailles dans la soirée d'hier et la matinée d'aujourd'hui ne nous permettent pas de douter que la démission de M. Casimir Périer soit un fait accompli et irrévocable. Tout ce que M. Thiers a pu obtenir de lui, c'est que sa retraite ne soit pas officiellement annoncée avant quelques jours.

L'émotion causée par cet incident familial que nous ne sommes pas encore familiarisés avec le véritable gouvernement parlementaire. Si nous possédions bien l'esprit et la tradition de ce régime, nous nous montrerions aussi peu étonnés des susceptibilités du ministre que nous sommes rebelles à comprendre celles du président de la République. Tout membre d'un cabinet parlementaire est obligé de conformer rigoureusement son administration aux vues de la majorité, de se tenir en parfaite communauté de politique avec elle. Si tôt que cet accord est rompu — et le ministre est le meilleur juge des symptômes et des conditions de la rupture — il a le devoir de se retirer.

Sans doute, dans le cas de M. Casimir Périer il ne manque point de circonstances insolites. Ordinairement un ministre ne se retire sur l'échec d'une proposition que quand cette proposition émane de son initiative; la proposition du retour à Paris n'avait pas été présentée par le gouvernement. Ordinairement encore, un ministre ne se retire qu'après avoir posé devant la Chambre la question de portefeuille; rien dans le discours prononcé vendredi dernier par M. Casimir Périer ne pouvait faire supposer qu'il se croirait obligé de se démettre de ses fonctions si son opinion sur le retour à Paris n'était pas acceptée par la Chambre.

Mais, encore une fois, ce ne sont là que de pures questions de forme et de procédure, dont l'opportunité est entièrement abandonnée à l'appréciation du ministre.

Le centre droit a tenu, vendredi dernier, à Versailles, une réunion assez importante. On y a agité la grave question de l'attitude que le parti aura à prendre dans les discussions d'ordre constitutionnel qui ne peuvent tarder à s'ouvrir devant l'Assemblée. Les cinq ou six orateurs entendus se sont bornés à de vagues protestations d'attachement au régime parlementaire, sans déclarer nettement s'ils sont disposés à en faire l'essai sous la forme républicaine. Nous doutons que cette attitude du centre droit contribue à hâter son alliance éminemment désirable avec le centre gauche qui découvrira tout à la fois, dans les déclarations dont nous venons de parler, des préférences monarchiques trop peu dissimulées et un mauvais vouloir trop marqué pour la République. D'ailleurs nous n'entendons point porter un jugement définitif sur la politique du centre droit. Une commission composée de cinq de ses membres est chargée de rédiger et de soumettre un « programme ». Ce document seul nous permettra d'apprécier d'une manière certaine les chances qu'a le centre droit de devenir le centre et de grouper autour de son drapeau une majorité gouvernementale.

Le Journal officiel de ce matin contient un rapport de M. le président de la commission provisoire chargée de remplacer le conseil d'Etat. M. le garde des sceaux, ministre de la justice, président le conseil d'Etat. Ce document contient le compte rendu des travaux de cette commission depuis le 19 septembre 1870, époque où elle a été instituée, jusqu'au 31 décembre 1871. D'ailleurs, tout en permettant d'appré-

cier les services qu'a rendus la commission provisoire, il montre que l'expédition des affaires souffrirait gravement si le conseil d'Etat n'était pas réorganisé dans un bref délai. Nous avons déjà eu occasion d'exposer les vues de la Liberté sur cette réorganisation. Nous y reviendrons, avec développements, lors de la discussion du projet de loi soumis à l'Assemblée.

Plusieurs journaux ont annoncé que les princes d'Orléans doivent publier une lettre dans laquelle ils déclareront que, s'ils avaient été informés que la question du retour à Paris dût être soumise, vendredi dernier, à l'Assemblée, ils auraient assisté à la séance et voté la prise en considération de la proposition de M. Duchâtel.

Cette nouvelle est d'autant plus invraisemblable que tous les chefs parlementaires de l'Orléanisme ont voté, avec la majorité, contre cette prise en considération.

La Démission de M. Casimir Périer

A l'heure où nous écrivons, la démission de M. le ministre de l'intérieur paraît certaine. Malgré les instances de ses amis, de ses collègues, de M. Thiers lui-même, M. Casimir Périer se serait refusé à revenir sur sa décision. M. Thiers aurait obtenu, dit-on, que le Journal officiel ne parlât pas encore; mais c'est tout ce qu'il aurait pu tirer de l'opiniâtre ministre.

Si la chose se confirme, nous ne pouvons que féliciter M. le ministre de l'intérieur de l'inflexibilité nécessaire qu'il a su montrer. Le gouvernement avait besoin, dans l'intérêt de son prestige, affaibli, il faut bien le dire, par la malencontreuse démission envoyée, puis bientôt retirée, du président de la République, qu'un de ses membres se jetât résolument à la mer à la première occasion. M. Casimir Périer a saisi celle que la Chambre lui offrait avec une sagacité qui lui fait honneur. Il ne pouvait choisir un meilleur terrain. Tomber sur les matières premières eût été dur pour l'ancien président de la commission du budget; tomber sur la question du retour à Paris, c'est tomber en vrai ministre de l'intérieur, sur une question vraiment politique. De ces chutes-là, on se relève toujours quand on a la valeur et l'autorité de M. Casimir Périer.

La démission de M. Périer présente, à nos yeux du moins, un autre avantage; elle tend à nous faire sortir de cette situation sans nom, faite à la Chambre et au gouvernement par l'absence de pouvoirs suffisamment bien définis. Nous rentrons enfin dans les traditions du régime parlementaire, et il faut espérer que les ministres, imitant l'exemple de leur collègue, ne chercheront plus désormais à abriter leur responsabilité derrière celle du chef du gouvernement. Il en est temps; à ne pas vouloir se laisser couvrir par ses collègues, M. Thiers s'est usé en six mois, l'événement l'a prouvé, avec une effrayante rapidité. Or, nous avons encore besoin de M. Thiers; nous ne pouvons conséquemment qu'approuver tout ce qui peut empêcher entre la Chambre et lui ces frotements douloureux, inévitables, entre une Assemblée souveraine et un chef d'Etat qui ne sait où ni ne peut se résigner au rôle de président constitutionnel.

En maintenant sa démission, contre M. Thiers lui-même, M. Casimir Périer rendait il devrait lui être reconnaissant; il fait preuve d'un vrai sens politique, dont il recueillera certainement le bénéfice un jour.

ALBERT DURUY.

On nous télégraphie de Calais :

Le prince Napoléon et la princesse Clotilde allant à Bruxelles, sont débarqués ce matin à Calais.

Les dames de Calais ont constitué un comité de souscription pour la libération du territoire.

Le mouvement des voyageurs, entre Calais et Douvres, pendant l'année 1871, a été de 119,472 voyageurs.

LA QUESTION DU TIMBRE

AFFAIRE DES 10 CENTIMES. — TIMBRE DES DÉCHARGES DE COLIS. — RÉCLAMATIONS DU CHEMIN DE FER CONTRE LES DESTINATAIRES.

Nos lecteurs n'ont pas oublié que nous avons répondu à une foule de lettres et de réclamations qu'à notre avis le destinataire d'un colis ne devait que le remboursement du timbre resté en sa possession, et que les timbres apposés sur les registres des Compagnies devaient être à la charge de ces derniers.

Un jugement du tribunal de commerce de Paris, dont nous publions les principaux considérants, confirme notre manière de voir et tranche enfin la question :

Attendu que la loi des 23-25 août 1871 a, dans son article 18, soumis au timbre de 10 centimes les reçus ou décharges de sommes, valeurs ou objets et généralement tous les titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, qui emporteraient libération, reçu ou décharge, et dans son article 23 a édicté que le droit de timbre est à la charge du débiteur;

Qu'il est incontestable que les Compagnies de chemins de fer doivent les sommes, titres, valeurs ou objets qu'elles ont transportés, qu'elles sont donc le débiteur à la charge duquel le droit de 10 centimes a été mis par l'article 23 ci-dessus;

Qu'il ne serait pas d'ailleurs équitable de faire supporter l'impôt attaché à la décharge par celui qui n'a aucun intérêt à la donner; Que le créancier, le récepteur n'ont aucun intérêt à donner une décharge de sommes, titres, valeurs ou objets qui leur sont payés ou délivrés, tandis qu'au contraire le débiteur, le transporteur dans l'espèce, qui est libre de ne pas demander cette décharge, est seul intéressé à la réclamation pour justifier, s'il en était besoin vis-à-vis du destinataire ou vis-à-vis de l'expéditeur, sa libération et l'accomplissement de ses obligations;

Que c'est donc à bon droit que Bournelet-Aubertot a refusé d'acquiescer au droit de timbre de 10 centimes, appliqué sur les livres de la Compagnie de Lyon pour la décharge du colis expédié de Tarare le 20 décembre 1871; Que la Compagnie doit en conséquence être déclarée mal fondée en ses demandes contre lui;

Par ces motifs.
Déclare la Compagnie de Lyon mal fondée en toutes ses demandes, fins et conclusions contre Bournelet-Aubertot, l'en déboute et la condamne aux dépens.

On lit dans la Patrie :

Les lettres particulières qui arrivent de Rome semblent constater la résolution qu'aurait prise le saint-père de quitter la ville éternelle. Quelques-unes de ces lettres assurent même que des ordres auraient déjà été transmis à Civita-Vecchia pour préparer les moyens de transport pour le moment où Pie IX se décidera à mettre son projet à exécution.

L'ordre donné à Rome de suppression des ordres monastiques dans l'ancienne capitale de la catholicité et de la confiscation de leurs biens, à dater du 1^{er} février, a été un nouveau sujet de douleur pour le pape, et aurait déterminé la résolution qu'il paraît vouloir prendre.

Ces deux nouvelles sont erronées. La dernière est absolument fautive.

Le gouvernement ne peut, par décret, ni supprimer les ordres monastiques de Rome, ni confisquer leurs biens; il n'a même pas le droit d'étendre aux provinces nouvelles-

ment conquises la loi sur les convents en vigueur dans le reste du royaume. On élabore en ce moment une loi destinée à fixer le sort des corporations religieuses à Rome, mais cette loi ne pourra être présentée que dans le cours de la prochaine session.

LETTRES DE VERSAILLES

3 février.

La retraite de M. Casimir Périer formait le principal sujet des conversations et le véritable intérêt du jour. Tout le monde était unanime à remarquer que, dans la stricte logique parlementaire, l'honorable ministre, n'ayant point posé la question de portefeuille, donnait au vote de l'Assemblée plus de portée qu'elle n'avait entendue en mettre elle-même. Ainsi que je vous l'écrivais hier, en montant à la tribune, sur l'invitation de l'honorable M. Brissot, il n'avait point, en effet, pris une attitude catégorique et irréversible, et tout en ne cachant pas ses préférences, avait demandé la prise en considération avec une intention conciliatrice qui semblait plutôt donner un conseil qu'autre chose.

Les imaginations, ne trouvant pas dans les faits parlementaires une raison suffisante et une légitimation de la décision grave prise par M. Casimir Périer, l'expliquaient par des faits d'un autre ordre, et, s'il faut tout vous dire, par un secret désir de quitter honorablement les affaires, qui n'attendait chez lui que l'occasion. Je ne vous surprendrai peut-être pas en vous disant que le nom de M. Calmon n'était pas étranger à cette histoire psychologique du portefeuille de l'intérieur.

Si l'histoire était vraie, ce serait un bien grand événement pour une bien petite cause, et tous les esprits sensés, qui font du patriotisme un sentiment supérieur à celui de l'amour-propre, regretteraient assurément que M. Casimir Périer, ayant supporté déjà bien des piquettes, ne se fût pas résigné à en supporter encore de nouvelles, plutôt que de se décharger dans les circonstances actuelles, de la grande responsabilité qu'il a si noblement assumée.

Mais ce n'était là qu'une interprétation particulière; et ceux des députés qui, dans la Chambre, se flattaient d'observer dans leurs plus scrupuleuses prescriptions les convenances parlementaires, voyaient au contraire dans le fait de M. Périer une délicatesse digne d'éloge et la volonté bien arrêtée de ne marcher qu'avec la majorité. Ils lui promettaient d'avance une compensation plus enviable que le ministère qu'il abandonne. Comme, après tout, ils ne sont divisés avec lui que sur la question de Paris et qu'ils ne lui continuent pas moins pour cela leur confiance, M. Casimir Périer, s'endormant ministre déchu, se réveillerait chef de majorité, et, si l'on en venait à la constitution d'une vice-présidence, vice-président.

Cet autre genre d'appréciation ne doit être pris, comme le précédent, qu'à titre d'opinion propre à un groupe, tout au plus à un parti. Ce qui est malheureusement vrai et certain, c'est la démission de M. Casimir Périer, maintenue jusqu'à présent malgré les instances de plusieurs députés et du président de la République lui-même. Elle ne sera toutefois rendue officielle que demain; c'est là, paraît-il, toute la concession que M. Thiers a obtenue de son ministre, et bien qu'elle donne à ce dernier une latitude suffisante à la présidence, je crois qu'il ne faut pas l'attendre de la décision fort énergiquement prise par M. Casimir Périer.

Les principaux incidents de la séance, dont vos lecteurs trouveront les détails au compte rendu, sont d'abord une proposition présentée par M. Laurier pour la libération du territoire, proposition pour laquelle son auteur demandait l'urgence, c'est-à-dire le privilège d'aller tout droit à la commission du budget sans passer à l'examen de la commission d'initiative; ensuite la deuxième délibération et le vote du projet de M. Princeteau, tendant, comme vous vous le rappelez, à établir entre l'avancement des fonctionnaires députés et l'exercice de leur mandat, une incompatibilité dont le principe avait déjà été admis en 1849.

La proposition de M. Laurier consistait en un emprunt fait par l'Etat à une Société de capitalistes auxquels il aurait donné en gage une hypothèque correspondante sur la propriété des concessions de chemin de fer, rachetables suivant les conventions particulières passées avec chaque Compagnie. L'Assemblée, sur un chaleureux discours du ministre des finances, l'a renvoyé à la commission d'initiative.

Je renvoie nos lecteurs au discours prononcé dans la seconde discussion, par l'honorable M. de Marcère, qui a défendu dans un langage élevé la nécessité, pour un ministère parlementaire, de former à l'apprentissage politique les hommes de son parti.

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

PROPOSITION ADRIEN LÉON

Art. 1^{er}. — Un emprunt national et patriotique de 3 0/0 est établi sur toutes les fortunes particulières de 10,000 fr. de capital et au-dessus.

Art. 2. — Cet emprunt a pour base la déclaration du contribuable.

Art. 3. — Le capital souscrit par chacun, sera divisé en huit versements égaux, échelonnés de deux mois en deux mois, de manière que le dernier versement ait lieu le 1^{er} juillet 1873.

Art. 4. — Les titres de rente ne porteront intérêt au préteur qu'après le dernier versement, c'est-à-dire à partir du 1^{er} juillet 1873.

Art. 5. — En échange de son prêt, chacun recevra un titre 3 0/0 au pair, c'est-à-dire 3 fr. de rente pour chaque 100 fr. avancés.

Art. 6. — Pour venir en aide à la propriété, l'Etat pourra autoriser la fondation d'une Société, qui aurait pour objet d'avancer aux propriétaires qui pourraient en avoir besoin, les fonds nécessaires pour l'emprunt.

PROJET LAURIER

Art. 1^{er}. — A dater de la promulgation de la présente loi, le gouvernement exercera son droit de rachat sur les chemins de fer, conformément aux art. 36 et 37 du cahier des charges des concessions.

Art. 2. — Les chemins de fer rachetés et à racheter par l'Etat seront donnés en hypothèque, avec affectation spéciale et privilège à l'emprunt de 3 milliards de francs qui sera émis pour la libération du territoire.

Cette proposition est signée par MM. A. Gent, Léon Gambetta, Peyrat, Tolain, Target, Tirard, Brelay, Rouvier, Corbon, Ordinaire, Escarguel, Carion, Dupuy, A. Esquiros, Greppo, E. Quinet, Laurent-Pichat, Dréo, Rathier, Gaudy, Fernier, Henri Brisson, docteur Chevalier, René Goblet, Tardieu, Arrazat, Colas, Lambert, Lepère, Castelneau, Vuillemoz, Lherminier.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

VILLE DE PARIS. — CENTIMES ADDITIONNELS

La 7^e commission d'intérêt local, par l'organe de M. Caschot-Poulard, a déposé un rapport concluant l'adoption du projet de loi qui tend à autoriser la ville de Paris à s'imposer extraordinairement, à partir de 1872.

Voici de texte de ce projet :

« Art. 1^{er}. — La ville de Paris est autorisée à s'imposer extraordinairement :

« 1^o Dix centimes par addition au principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres ;

« 2^o Cinq centimes par addition au principal de la contribution des patentes.

« Art. 2. — Cette imposition sera perçue, durant cinq années, à partir du 1^{er} janvier 1872 jusqu'au 31 décembre 1876.

« Art. 3. — Le produit annuel, qui est évalué à 3,266,000 fr. ou environ, servira au paiement des dépenses municipales, tant ordinaires qu'extraordinaires. »

L'AMNISTIE

La 8^e commission d'initiative, par l'organe de M. Louis la Caze, a déposé un rapport sommaire concluant à la prise en considération — le fond demeurant réservé — de la proposition de MM. de Pressensé, André et consorts, qui a pour objet d'amnistier les individus poursuivis ou condamnés à la suite

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 5 FÉVRIER

REVUE MUSICALE

CONCERTS POPULAIRES : Suite d'orchestre, de M. Guiraud. — Marche funèbre, de M. Lenepveu.

CONCERTS DANBÉ : Aubade, de M. Barthe; MM. Lelong et Loys.

CONCERTS DU THÉÂTRE DU CHATELET : Ouverture des Girouettes, de M. Li-tolf. — Ronde et Chanson de Bébé, de M. Cressonnois; M^{lle} Loyé.

L'absence de nouveautés, cette semaine, dans les théâtres lyriques, nous permet de rendre compte des nombreux concerts avec lesquels nous nous trouvons en retard.

Nous annonçons dans notre dernier feuilleton, sur la foi de l'affiche, l'exécution de Ruth, de M. C. Franck, au Conservatoire, et nous nous promettons de dire aujourd'hui à nos lecteurs l'impression que cette belle œuvre aurait produite sur l'auditoire quelque peu réservé de la salle de la rue Bergère.

Malheureusement, le concert annoncé pour dimanche dernier, n'a pu avoir lieu. Samedi, en pleine répétition, tandis que M^{lle} Battu et M. Bonhy chantaient le duo de Ruth et de Booz, est apparu un personnage inattendu, le corps d'un d'écuyer tricolore, qui, sans laisser achever le morceau, a déclaré que la séance du lendemain ne pouvait être maintenue, à cause de l'anniversaire de la capitulation de Paris.

Le 23 janvier, tous les théâtres et concerts de Paris ouvraient, comme à l'ordinaire, leurs portes au public. Thérèse dansait le cancan aux Menus-Plaisirs, dans la Reine Carotte; Tricoche et Cacolet dila-

taient la rate des spectateurs du Palais-Royal; au Château-d'Eau, on se pâmait d'aise aux jazzi et aux calembours qui égayaient la revue de l'année : Qui veut voir la lune? Seul, le Conservatoire, un des rares établissements autorisés le vendredi saint, restait fermé par ordre de l'autorité, qui a jugé sans doute indécente l'exécution d'un oratorio religieux, un jour de deuil, lorsqu'elle laissait en paix les théâtres représenter les pièces les moins mélancoliques de leur répertoire.

La plupart des abonnés du Conservatoire, n'ayant pu être prévenus à temps, sont arrivés à l'heure habituelle du concert, et ont été vivement déçus de ne trouver les portes closes. Ils se sont rejoints sur les Concerts-Populaires qui, par une singulière anomalie, n'avaient reçu aucun ordre de relâche; en sorte que jamais pareille affluence d'auditeurs n'avait envahi le vaste cirque des Filles-du-Calvaire. On y étouffait littéralement; plusieurs personnes se sont trouvées mal.

Le hasard a voulu que justement, ce jour-là, M. Pasdeloup exécutât la Suite d'orchestre d'un jeune compositeur, dont le nom n'était guère encore connu que des artistes. M. Guiraud a donc eu le bonheur de remporter à la fois un double succès devant le public des Concerts-Populaires, et devant le public du Conservatoire.

Son œuvre, hâtons-nous de le dire, est remarquable; elle nous semble le mieux résumer, de toutes celles qui ont été entendues depuis quelque temps au Cirque, les qualités et les défauts du tempérament français.

Moins idéaliste, mais plus vivant que M. Massenet; moins symphoniste, mais plus clair que M. Saint-Saëns, M. Guiraud est un des trois ou quatre musiciens qui, dans un temps donné, doivent représenter notre école nationale.

L'esprit, la délicatesse, le goût, la verve, la chaleur, sont ses qualités dominantes.

On pourrait peut-être souhaiter moins de pittoresque et plus de profondeur dans la pensée, moins de recherche dans la couleur orchestrale et plus de développement dans l'idée mélodique; mais, telle qu'elle est, la Suite d'orchestre de M. Guiraud est l'œuvre d'un véritable compositeur, possédant à fond toutes les ressources de son art, mises au service d'une imagination vive et d'une nature merveilleusement organisée.

La critique la plus sérieuse qu'on puisse lui faire, c'est d'avoir écrit une suite d'orchestre, au lieu d'une symphonie proprement dite.

La suite d'orchestre autorise toutes les fantaisies; les morceaux du caractère le plus disparate, qu'aucune idée générale ne relie entre eux, peuvent s'y succéder sans inconvénient.

Qu'on ne vienne pas dire que la forme de la symphonie a vieilli. Beethoven, après Haydn et Mozart a, dans cette forme, été aussi loin qu'on peut aller; son immense génie novateur a pu s'y étendre sans contrainte. Pourquoi les jeunes compositeurs trouveraient-ils dans la symphonie, des entraves au libre essor de leur imagination? Et puis, la suite d'orchestre n'est pas une forme, c'est la négation de la forme. Il lui manque l'ensemble des vues, l'unité dans la variété, le plan, l'ordonnance, conditions essentielles aux œuvres d'art, aussi bien en musique qu'en poésie, en architecture ou en peinture.

A une époque où la forme si logique de la symphonie n'était pas encore inventée, on conçoit que les musiciens aient composé des suites d'orchestre; mais depuis qu'Haydn, Mozart, Beethoven et Mendelssohn ont montré que les tempéraments les plus divers s'accordaient parfaitement de cette forme, nous nous étonnons de voir qu'elle soit presque complètement abandonnée de nos jeunes artistes français.

La Suite d'orchestre, de M. Guiraud, se compose de quatre morceaux.

Le premier débute par un joli motif de hautbois, présenté avec beaucoup d'habileté. Ce charmant prélude n'a qu'un défaut, c'est d'avoir le caractère trop scénique. Il semble qu'il ait été composé pour accompagner une action théâtrale.

Nous trouvons encore, la même allure dramatique à l'Intermezzo qui suit. Sauf ces restrictions, nous n'avons que des éloges à adresser à l'auteur de cette page, pleine d'esprit, de grâce et d'élégance.

L'Andante (n° 3) est d'une charmante couleur instrumentale. Même reproche que pour les morceaux précédents. Ce serait un délicieux entr'acte d'opéra. Il nous a rappelés sinon comme mélodie, du moins comme sonorité, le lever de rideau du deuxième acte de Roméo, de Gounod, qui lui-même n'est qu'un reflet du chœur des Syrens, d'Obéron.

Quant au finale, il y règne une chaleur, une jeunesse, un entrain qui justifient parfaitement le bis demandé par la salle toute entière, et que M. Pasdeloup a été obligé de refuser à cause de l'heure avancée.

En résumé, cette œuvre est de celles qui comptent sérieusement. Nous n'avons pas voulu nous contenter d'adresser à M. Guiraud ces félicitations banales qu'on peut, par bienveillance, accorder aux ouvrages de peu de poids; nous avons pensé qu'un examen raisonné, dans lequel nous ferions consciencieusement la part du blâme et de l'éloge, serait pour lui la marque la plus certaine de l'estime en laquelle nous tenons son talent.

En abordant le genre symphonique, M. Guiraud a montré que la musique dramatique convenait surtout à son tempérament. C'est aux directeurs à lui confier maintenant un poème en trois actes. Il ne faut pas que l'auteur de la Suite d'orchestre, que nous avons entendue dimanche, soit condamné, pour vivre, à l'abru-

tissant métier de transcrire au piano les partitions des faiseurs d'opérettes.

Le début de M. Lenepveu aux Concerts-Populaires a été moins brillant que celui de M. Guiraud.

Sa Marche funèbre, dédiée à la mémoire d'Henri Regnault, dénote un artiste distingué, mais auquel la flamme de l'inspiration fait défaut. Conçu sur le plan de la marche de Chopin, la marche de M. Lenepveu n'est qu'un morceau estimable, dans lequel on chercherait en vain le cachet personnel d'une individualité musicale.

Nous attendons, pour juger définitivement le talent de M. Lenepveu, que la musique du Florentin, qui lui a valu le prix du concours d'opéra-comique, soit exécutée à la salle Favart.

Les jeunes compositeurs ne trouvent pas un accueil moins bienveillant aux Concerts-Danbé qu'aux Concerts-Pasdeloup.

L'Aubade, de M. Barthe, jouée cette semaine au Grand-Hôtel, a prouvé que ce modeste musicien, dont le début, au Théâtre-Lyrique, a été jadis fort apprécié des connaisseurs, sait traiter, avec un égal bonheur, le genre symphonique et le genre dramatique.

L'exécution confiée à MM. Donjon, Triébert, Turban, Garigue et Lalande a été ce qu'elle devait être avec de pareils artistes, c'est-à-dire irréprochable.

Nous avons entendu également, aux Concerts-Danbé, deux excellents virtuoses, MM. Lelong et Loys, qui tous deux ont obtenu un succès des plus flatteurs.

Le premier a joué un concerto de violon de Spohr avec un charme, une finesse et un style remarquables.

La façon magistrale dont M. Loys a interprété sur le violoncelle un solo de Ser-vais, est au-dessus de tout éloge.

VICTORIN JONCIÈRES.

de l'insurrection du 18 mars, qui n'ont pas dépassé le grade de sous-officier et qui ne sont accusés d'aucun crime de droit commun, ou d'aucun fait déterminé dans ladite insurrection.

REVUE DES JOURNAUX

Opinion de nos confrères sur le vote de la proposition Duchâtel

Le Temps :
Après un vote si peu triomphant, on peut dire que le séjour à Versailles est plus que jamais moralement condamné : la décapitation de Paris est une mesure quasi-révolutionnaire ; elle ne pourrait se justifier qu'à la condition d'être soutenue par la très grande majorité des représentants de la France ; elle ne saurait être légitimée par une majorité d'une cinquantaine de voix.

L'Avenir national :
La question de retour à Paris peut être traitée à des points de vue divers : au point de vue du mouvement commercial et industriel, au point de vue de l'opinion des étrangers sur l'état de la France, au point de vue administratif, au point de vue politique. Mais il ne faut pas s'abuser, les corps politiques ne connaissent que le côté politique des questions et on pouvait être certain d'avance que, malgré toutes les raisons morales, financières, commerciales, administratives qui entrent dans l'examen de la question de retour à Paris, l'Assemblée s'en tiendrait aux raisons politiques. Le retour à Paris signifiait : république ; le séjour à Versailles signifiait : royauté ; voilà le véritable fond du débat d'hier.

La majorité a naturellement voté pour la proposition qui signifiait : royauté.

Le Soir :
Pour nous, cette décision ne saurait pi nous attrister ni nous réjouir. Nous pouvons vivre sans contempler chaque matin le visage de M. Lorgeuil ou celui de M. Millard. Nous ne sommes pas de la résidence du gouvernement dans une ville plutôt que dans une autre, une indifférence qui va chaque jour s'augmentant. Politiquement, nous croyons que l'Assemblée a fait une faute. Pratiquement, nous estimons que les Parisiens s'exagèrent beaucoup les avantages qu'ils retireraient de la présence au milieu d'eux de 750 députés.

Le Courrier de France :

Quelle confiance pouvons-nous avoir dans l'autorité, dans l'énergie du gouvernement, alors que l'Assemblée elle-même vient de nous déclarer, par 306 voix contre 310, qu'elle ne le croyait pas capable de la protéger contre l'émeute.

On l'Assemblée juge que l'ordre de choses actuel est de nature à assurer la paix publique en tout état de cause, et alors elle doit donner un témoignage éclatant de sa confiance en rentrant à Paris.

On elle croit le contraire, et alors il faut qu'elle avertisse.

La Presse :
Voyez tout ce que vous faites pour servir la cause de l'Empire.
L'Empire a fait Paris grand et splendide. Il en a fait non seulement la cité reine de la France, mais encore la capitale du monde civilisé. Vous enlevez à Paris sa couronne.
L'Empire, pendant vingt ans, fait Paris prospère et paisible. La révolution s'y brisait contre la prospérité générale et contre la force du pouvoir. En désertant Paris, vous l'avez livré à la révolution, à l'anarchie, à la Commune.
Ne craignez-vous donc pas que cette noble ville, dans sa douleur, ne regrette ses jours passés, et qu'elle ne se retourne vers ceux à qui elle les a dues.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le Progrès de Lyon publie, en gros caractères, la dépêche suivante, qu'il dit avoir reçue de Marseille :

« M. Henri Béraud, rédacteur de l'Égalité, a été arrêté et conduit au fort Saint-Nicolas, comme correspondant du Progrès, à Marseille. »

Le même journal fait suivre la publication de ce télégramme des lignes suivantes :

Une seconde dépêche, qui nous arrive à l'instant, confirme la première. Au moment de mettre sous presse, il ne nous est pas possible de commenter cette incroyable nouvelle.

Le successeur de M. Pascal à la préfecture de Nantes, M. Doniol, vient d'adresser la circulaire suivante aux membres du conseil général et aux maires du département de la Loire-Inférieure :

Nantes, le 2 février 1872.
J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens d'être installé à la préfecture de la Loire-Inférieure, où m'a appelé la confiance du gouvernement de la République.

Dans l'administration de votre beau département et des grands intérêts qu'il présente, je remplacez insuffisamment mon honorable prédécesseur si vous ne m'accordez pas un peu de sympathie pour tout le monde et pour tout le monde dans ces institutions nouvelles, ce sera le but de mes efforts, comme de servir, de défendre, de développer vos intérêts sans celui de mes actes.

Agardez, messieurs, l'hommage de mon profond dévouement.

Le préfet de la Loire-Inférieure,
Membre correspondant de l'Institut,
HENRI DONIOL.

L'Assemblée générale du Crédit foncier suisse est fixée au 28 de ce mois. Nous l'attendons avec impatience, car nous tenons à être fixés sur une situation que l'on nous dit excellente, tandis que quelques personnes se plaisent encore à en douter.

Il est un fait certain, c'est que la Société est parvenue à remplir tous ses engagements, et qu'elle a notamment payé tous ses coupons d'obligations et rigoureusement suivi le plan d'amortissement de ses titres.

Il est indubitable, d'après les données qui nous sont fournies, que les coupons d'actions en retard depuis le 1^{er} octobre 1870 seront tous intégralement payés.

Nous serions fort étonnés, en regard de ces faits, si les cours qui sont momentanément restés stationnaires ne reprenaient pas une marche ascensionnelle.

LES ACTES OFFICIELS

Par décret en date du 31 janvier 1872, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction

publique et des cultes, l'administration du bureau des longitudes a été constituée ainsi qu'il suit pour la présente année :
M. Liouville, président ; M. Laugier, vice-président ; M. Yvon-Villareau, secrétaire-trésorier.

LA COMMISSION DES GRACES. — RECTIFICATION
Plusieurs journaux prétendent que la commission des grâces apporte des lenteurs dans l'examen des recours qui lui sont adressés. Ces allégations sont complètement inexactes. La commission a toujours examiné, sans aucun retard, les dossiers qui lui ont été remis.

Actuellement elle ne reste saisie que d'une seule affaire, pour laquelle elle a demandé un supplément d'information.

(Journal officiel.)

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 3 février

Au début de la séance, M. Chevallier demande que la pétition présentée par lui en faveur de Paris-capitale soit mise à l'ordre du jour du conseil. Il remercie M. le président Vautrain du discours qu'il a prononcé hier à la Chambre, en faveur de Paris-capitale.

M. Raynal se joint à ces remerciements et il demande que le conseil exprime par un vote ses remerciements aux membres qui ont voté en faveur du retour à Paris.

M. le président est d'avis que cette manifestation sortira des attributions du conseil ; par conséquent l'incident est clos.

Plusieurs pensions sont accordées à des familles d'employés de la préfecture de police. Une subvention de 12,000 fr. est accordée, après une longue discussion, à l'œuvre du Bon-Pasteur, œuvre consacrée à la régénération des filles publiques, et dont l'utilité a été reconnue par les différents orateurs.

M. Depaul réclame, au nom de la commission dont il est rapporteur, une subvention en faveur de l'école centrale d'architecture, qui a beaucoup souffert pendant la guerre et pendant la Commune. L'Assemblée aurait préféré substituer à la subvention un certain nombre de bourses. Cette opinion est partagée par MM. Olinet, Dumuy et Lissac. Cette subvention indirecte rendra de réels services à l'école en lui permettant de déléguer des élèves capables qui lui feront honneur. Le conseil, partageant les vues de l'administration, se prononce en faveur du système des bourses.

M. Allain-Targé informe le conseil qu'il est question de créer un chemin de fer circulaire autour de Paris, reliant les cinq grandes lignes qui aboutissent à la capitale.

L'honorable membre est d'avis que le moment est peut-être venu pour la ville et le département de rentrer en possession du chemin de fer de ceinture.

Une commission des chemins de fer, chargée de cette question, a été nommée par le conseil général ; elle prépare un travail, et il serait à désirer qu'aucune décision ne fût prise avant que ce travail fût connu.

M. le préfet déclare qu'il ne voit aucune utilité pour la ville d'acquiescer au chemin de fer de ceinture, et il conteste toute connectivité entre la ligne projetée et le chemin de fer de ceinture. La ville s'engagerait à dans une mauvaise affaire ; elle achèterait le chemin de fer très cher, pour le revendre bon marché à une autre compagnie.

M. Allain-Targé insiste, et M. Binder se joint à lui. Néanmoins l'incident est clos sans avoir donné lieu à aucun vote.

Le dernier objet de l'ordre du jour est l'adjudication de la voirie de Bondy.

M. Desouches insiste pour que les conclusions du rapport soient adoptées. Ces conclusions sont favorables à l'adjudication publique.

M. le préfet de la Seine se rallie à l'amendement de MM. Vauhier et Cantagrel demandant le concours entre les inventeurs de procédés chimiques.

Néanmoins cet amendement est rejeté. Le conseil adopte l'adjudication immédiate, proposée par MM. A. Delaunay et Prestat.

La séance est levée à six heures.

De l'instruction et de l'emploi du temps

AU CAMP DE SATORY

Le 11 janvier de l'an de grâce 1872, nous trouvons au camp de Satory, confiné dans une baraque, par une pluie torrentielle et persistante qui rendait toute promenade dans les rues aux environs à peu près impossible. Notre mauvaise étoile nous avait conduit, par un pareil temps, chez un officier de la division Grenier, et, obligé de passer une journée entière dans ces parages inhospitaliers, nous avons pu nous rendre un compte bien exact des détails de l'instruction militaire des troupes campées autour de Paris ainsi que des ordres qui régissent l'emploi du temps.

Disons d'abord un mot de l'installation ; il servira à compléter les renseignements que nous avons donnés sur Villeneuve-l'Étang et Roquencourt. Tout le monde connaît ce plateau désert qui domine Versailles. Deux divisions d'infanterie (Grenier et Pajol) du 1^{er} corps y sont baraquées. La grande route du camp, venant de la rue de l'Orangerie, débouche sur le front de bandière de la division Grenier. A droite, le casernement de la troupe, sur deux rangs, avec cuisines et cantines en avant et baraquements d'officiers en arrière. A gauche, sur le bord du plateau, les docks du campement, dans lesquels sont encore détachés un reliquat de communards. En avant, dans le bois, les baraquements servant de mess et de bibliothèque aux officiers de la division, et, tout à côté, l'installation des officiers supérieurs.

La division Pajol occupe l'extrémité de la plaine, au delà des buttes de l'artillerie.

Pour ne pas revenir sur ce que nous avons déjà dit des baraquements, ajoutons seulement qu'à peine terminés, elles se détraquent de toutes parts. Les toitures en planches, recouvertes de toiles goudronnées, tamisent l'eau comme un panier. Beaucoup sont inhabitables par les fortes pluies. On ne nous l'a pas dit ; nous l'avons vu. — La plupart, construites à la hâte, avec des matériaux imparfaitement secs, se fendent en maint endroit. Dans plusieurs, le vent y souffle des quatre points cardinaux. Et Dieu sait si la brise est rude sur ces hauts plateaux ! Le climat de Versailles n'est déjà pas fort agréable ; nos honorables en savent quelque chose. Et pourtant la ville est un séjour enchanteur, un Eldorado, un paradis terrestre, au prix de Satory.

Il faut une foi robuste et une puissance d'illusion bien extraordinaire pour affirmer que les hommes s'y trouvent mieux que dans les casernes. On y gèle, on s'y mouille, on y périt d'ennui et de tristesse, telle est l'exacte vérité. Nous mettons au défi qu'on cite un seul officier, un soldat ne se plaignant pas amèrement de cet hivernage en plein air. Il est vraiment navrant de voir les hommes courir perpétuellement par la pluie dans ces cloaques sans fond.

Signalons encore un inconvénient qui a bien son importance. Ces baraquements en bois, divisés en compartiments, ces toitures goudronnées flambent comme des allumettes. Le 6^{er} de ligne en a fait, il y a quelques jours, une douloureuse expérience : le feu a pris dans une baraque servant à sept ou huit officiers ; tout a brûlé, on n'a pu rien sauver.

Le sinistre ne s'était pas déclaré depuis plus de deux minutes que le local entier n'était qu'un immense brasier. Chacun sait que les officiers ne sont pas riches : va-t-on les indemniser de la perte de tous leurs effets ?

On trouvera peut-être que nous revenons bien souvent sur ces campements, mais il est impossible de les parcourir de nouveau sans signaler mille inconvénients qui échappent à une première visite.

On a construit pour chaque régiment une grande baraque servant de point de réunion aux officiers, et divisée en quatre compartiments : la cuisine, la salle à manger, le café et la bibliothèque ou salle des conférences. Celles de la division Grenier sont à une énorme distance de l'installation des officiers qui, pour s'y rendre, ont souvent plus d'un kilomètre à faire par des chemins boueux qu'il faut avoir parcourus pédestrement pour s'en faire une idée. L'imagination ne peut les concevoir et le plume est impuissante à les décrire. Nous ne félicitons pas l'auteur de cette intelligente distribution. Si l'on se rappelle encore que les officiers supérieurs logent au delà, dans le bois, on conçoit que les relations de service doivent être bien faciles et des plus agréables dans cette saison.

Il est temps de parler de l'emploi de la journée.

L'instruction militaire donnée aux hommes est absolument nulle. Les gardes, les corvées pour l'installation du camp absorbent tout le monde. Les soldats couchent au poste une nuit sur quatre. Une fois la semaine, il y a une promenade militaire, et quand les trois bataillons d'un régiment peuvent réunir 300 hommes pour la circonstance, on s'estime fort heureux.

Les officiers ne font rien que le service de semaine et des gardes. Les cours ne sont organisés nulle part, pas plus que l'école pour les soldats. Une fois par jour seulement a lieu une conférence, et c'est ici ce cas de dire un mot de ce singulier mode d'instruction.

Un officier est, à tour de rôle, désigné pour la faire. Le travail ayant lieu sans plan d'ensemble et sans données positives, le conférencier se borne presque toujours à lire ou à paraphraser quelques idées générales prises dans des ouvrages spéciaux, et permettant à peine à celui qui les développe de montrer son plus ou moins de facilité d'élocution. Le plus souvent, le malheureux mis sur la sellette lit à un public toujours indifférent ou somnolent, un simple rapport. Un camarade, chargé de faire le rapport... de ce rapport, transcrit tout simplement ce qu'a lu le conférencier. C'est toujours assez bien pour aller au panier.

Et l'on a la prétention d'instruire ainsi, de donner le goût de l'étude aux officiers ! La baraque est bien triste et froide par le régime qu'on lui impose, sans parler des énormes distances à parcourir. On reste au café... sous prétexte de piocher la bibliothèque, qui est toute voisine.

Parlons un peu de ces bibliothèques dont on fait tant de bruit, et qui doivent contenir « tout ce que l'esprit humain a produit de plus admirable en fait de récits militaires, avec accompagnement de cartes excellentes. »

Nous les avons minutieusement visitées, et voilà ce qu'elles renferment :

Naturellement, et en première ligne, l'histoire du Consulat et de l'Empire (édition princeps) — à tout seigneur tout honneur.

Ensuite — Les ouvrages de l'état-major général prussien et autrichien sur la guerre de 1866. — L'art militaire tel qu'on l'enseigne intelligemment dans nos écoles. On y apprend à combattre avec l'arbalète, voire même avec le fusil à rouet ; les mystères de l'ordre de bataille appliqué par Epaminondas aux batailles de Leuctres et de Mantinée... et autres nouveautés du même genre. Des récentes méthodes sur l'attaque et la défense des places, des principes tactiques et stratégiques imposés par la nouvelle artillerie et les chemins de fer... Rien. Celui qui apprendra tout ce qu'on enseigne au régiment doit faire un orateur général à opposer à l'état-major prussien.

Quelques romans nouveaux pour former l'esprit et le cœur : Walter Scott, par exemple. Les nouvelles brochures qui ont pulvérisé dans ces derniers temps, et où l'on trouve plus de récriminations que de bons renseignements.

On conçoit combien la vie doit être attrayante au camp. Comme distraction, un café chantant trois fois la semaine, à l'instar de ceux de Moulins. Les malheureuses filles qui viennent trailler quelques chansons sont chargées d'initier les officiers aux mystères des beaux-arts.

En résumé, et pour en finir, répétons encore que l'institution des camps permanents n'est pas née viable. A-t-on des raisons plausibles pour maintenir ainsi de malheureux soldats dans des conditions aussi pitoyables ; c'est une question peut-être discutable, mais que nous n'avons pas à examiner ici.

Au point de vue purement militaire, qui seul doit nous occuper, on peut hardiment affirmer qu'on ne saurait trouver pire pour former des officiers et des soldats. L'expérience est concluante, et nous espérons bien que la commission de réorganisation de l'armée saura exiger la suppression de ces baraquements, qui ruinent nos finances et n'ont plus raison d'être.

NOS INFORMATIONS

MORT DE M. LALUYÉ

M. Laluyé est mort avant-hier 2 février, à neuf heures du soir, à la maison municipale de santé, faubourg Saint-Denis, des suites d'une maladie grave qu'il avait contractée dans la prison de Saint-Pélagie.

Ses obsèques auront lieu à Rueil, mardi prochain, à midi. Les amis de M. Laluyé, qui désirent assister au service, devront partir de Paris par le train de dix heures et demie, gare Saint-Lazare. Des voitures les transporteront de la station à la maison mortuaire.

LES AFFICHES

Plusieurs affiches ont été placardées hier dans Paris. Nous les avons toutes résumées ici ; nous renvoyons, pour les détails, nos lecteurs à ces affiches, qu'ils trouveront facilement sur les murs :

I. — Le 7 février courant aura lieu 6, boulevard d'Enfer, une vente importante de chevaux réformés, provenant des régiments de cuirassiers.

II. — Le 8 aura lieu une grande vente d'effets militaires réformés, aux magasins généraux du quai d'Orsay. On adjugera notamment 13,500 paires de mouton, 2,300 paires d'épaulettes, 50,000 ceinturons de cuir, dont la grande partie provient de la garde nationale fédérée ; 122,000 portes fourreaux, venant également des fédérés, pour la plupart ; des caleçons, des blouses, des gilets, et 30 mètres cubes de planches de sapin.

III. — Le 10 février seront vendus, dans une salle de l'école vétérinaire d'Alfort, les animaux à provenir des animaux qui seront traités dans cet établissement pendant l'année 1872.

IV. — On a également apposé dans Paris

des affiches émanant du ministère de la guerre, et contraindant par le préfet de la Gironde, pour annoncer une grande vente de drap à Bordeaux, le 19 courant. On en vendra 85,000 mètres.

L'ÉGLISE DE LA RUE DES MARAIS

On vient de terminer les travaux de la jolie petite église située rue des Marais, qui avait tant à souffrir des désastres de la Commune. On se rappelle, en effet, qu'au moment où la bataille s'engagea place du Château-d'Eau, cette église servit de retraite aux fédérés, qui se sentant perdus, ne voulurent quitter leur nouveau poste qu'après y avoir fait de nombreuses dégradations.

Les peintures murales de la chapelle Saint-Joseph, dues au pinceau de Signol, et que l'on croyait totalement perdues, tant elles avaient été écaillées par la chaleur d'une forge que l'on avait établie à côté d'elles, ont pu être complètement restaurées grâce au talent de M. Perruni, venu exprès de Florence, d'où il avait été mandé par le curé de l'église, son ami intime. Les colonnes torses en vieux chêne qui étaient de chaque côté de l'offertoire, données il y a deux ans par M. le comte de Vogüé, et qui supportaient un saint Pierre et un saint Paul en marbre blanc, ont été remplacées par deux statues en marbre représentant la Foi et la Charité. Enfin le chemin de la croix, dont la plupart des images avaient été brisées, est aujourd'hui reconstitué. On sait que ce chemin était un don de l'empereur et passait pour avoir une grande valeur artistique.

LA CHAMBRE DES APPELS DE POLICE

CORRECTIONNELLE

Hier ont été terminés les travaux de l'ancienne chambre des appels de police correctionnelle, c'est-à-dire de la pièce qu'occupait cette chambre avant d'être installée dans le local de la chambre des requêtes de la cour de cassation. Il est à peu près certain que c'est là que siégera la cour d'assises pendant la seconde session de février.

RÉUNION DES FABRICANTS DE PARFUMERIE

Aujourd'hui a lieu une réunion de plusieurs importants fabricants de parfumerie de Paris, qui, obligés par l'élévation du prix des matières premières, d'augmenter leurs marchandises, veulent s'entendre pour que cette augmentation soit faite simultanément. Il doit être proposé, dans cette réunion, de fixer à 7 fr. le prix du litre d'eau de Cologne dite de Paris, que les parfumeurs en gros avaient jusqu'à ce jour uniformément vendu 5 fr.

Les savons dits ordinaires, qu'on livrait aux débits au prix de 25 centimes, et que ceux-ci revendaient ensuite 40, seront, suivant toute probabilité, désormais cotés à 30 centimes, et vendus par conséquent 45 centimes par le commerce de détail. C'est chez M. Bradier, rue de Rivoli, qu'a lieu cette réunion. Le commerce de détail sera immédiatement averti par une circulaire des décisions qui y auront été prises aujourd'hui.

LE SEPTIÈME BAL DE L'OPÉRA

Cette nuit a eu lieu le septième bal de l'Opéra, et nous avons constaté qu'il avait été beaucoup plus gai que les précédents. Une foule nombreuse, dans laquelle les dominos étaient en proportion suffisante, se pressait dans le foyer, et dans la salle nous avons noté plusieurs costumes des plus originaux. Citons surtout un Polichinelle tout blanc et or qui faisait des sauts insensés avec une agilité et une adresse merveilleuses, à la grande admiration de toute la salle. Nous l'avons vu exécuter sur les mains le plus invraisemblable cavalier seul qu'on puisse imaginer pendant deux minutes au moins. Il y avait aussi un Moïsean des plus curieux. Haut de six pieds, coiffé du costume classique, avec la plume d'aigle dans les cheveux, il avait sur les bras de véritables tatouages qui contribuaient à lui donner l'aspect d'un vrai Peau-Rouge. De temps en temps il prenait par le... dos un masque quelconque de la main droite, le soulevait avec une facilité extraordinaire et brandissait au-dessus de sa tête son tomahawk ou son couteau à scapeler, en prononçant l'interjection gutturale de Chingachouk : « Ock ! » On voit d'ici la figure des gens qui choisissent pour exécuter ses exercices.

Beaucoup de masques, profitant de l'admirable temps qu'il faisait, ont envahi le boulevard à la sortie du bal, et s'y sont proménés de cinq à six heures en exécutant des quadrilles prohibés où ils prenaient les réverbères pour vis-à-vis.

Tous les restaurants étaient pleins, et ce n'était qu'avec la plus grande difficulté qu'on pouvait trouver un cabinet particulier.

Une rixe assez sérieuse a eu lieu vers cinq heures, rue Drouot, entre un figaro et un arlequin, et tous deux se sont roulés dans le ruisseau, à la grande joie de la galerie. Ils ont été conduits au poste de la mairie du neuvième arrondissement.

Cette nuit a également eu lieu à Tivoli-Vauxhall la fête de la Reine Carotte dont nous avons parlé. Elle a été très brillante ; plusieurs des interprètes de la fée des Merveilles y assistaient en costume.

Beaucoup de monde aussi au bal Valentino.

LE PASSAGE DES PANORAMAS

Comment se fait-il que, tandis que les grilles de tous les passages sont régulièrement ouvertes à sept heures et demie du matin, celle de la galerie du passage des Panoramas qui donne sur la rue Montmartre soit encore fermée, les trois quarts du temps, à huit heures et quart ? C'est, lorsqu'on est pressé, un retard de deux ou trois minutes au moins, car il faut revenir sur ses pas et passer par la rue Feytaud. Nous signalons à qui de droit cette irrégularité.

UNE ARRÊSTATION

Hier soir, au moment où le nommé Jules Façon, actuellement employé à l'Entrepôt, rentrait dans son appartement de la rue de Clichy, 27, il fut accosté par un jeune homme d'une vingtaine d'années, qui le supplia de lui permettre de monter quelques instants chez lui, alléguant qu'il y allait de sa vie. Touché par les prières de cet inconnu, Façon offrit l'hospitalité au jeune homme, qui, s'étant entiché chez son bienfaiteur, fut saisi au collet par deux agents de police. Comme le sieur Façon demandait des explications sur les motifs de cette arrestation, il apprit que ce jeune hôte n'était autre que le sieur Albert Darules, ancien lieutenant au 200^e bataillon sur la Commune, et qui jusqu'à présent n'avait trouvé moyen d'échapper aux recherches qu'en se condamnant lui-même à une longue réclusion dans une petite chambre meublée située 42, rue Saint-Charles (Mémorial).

Avant d'entrer dans la garde nationale, Darules avait été, pendant plusieurs années, le factotum de Millière. C'est à cette époque qu'il fut arrêté, et c'est à cette époque qu'il fut condamné à entrer dans les bataillons de marche.

où il n'avait pas tardé à être nommé lieutenant.

On l'accuse d'avoir pris une part très active à la défense des buttes Montmartre.

Le XIX^e Siècle persiste à déclarer que M. Rouher est parti pour la Corse. Il affirme que M. Rouher était de passage avant-hier soir à Marseille. Informations prises, cette dernière nouvelle est aussi inexacte que la première. Nous ne connaissons pas M. Rouher, mais nous le faisons filer par nos reporters.

M. Trap, propriétaire du restaurant Champeaux, place de la Bourse, nous annonce qu'il vient de verser au Trésor, pour la libération du territoire la somme de 3,181 fr. 75 c., produit d'une journée de recette de son établissement, qui se décompose ainsi :

Recette.....	2 815 15
Pourboire des garçons.....	251
Journées des employés.....	115 60
Total.....	3 181 75

Un service commémoratif en l'honneur des anciens élèves de l'école municipale Turgot, morts pendant la guerre, sera célébré mardi prochain, 6 février, à dix heures très précises, dans l'église Sainte-Elisabeth (193, rue du Temple).

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 3 février

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

M. Schœlcher dit que, dans les explications qu'a données M. de Juigné, il a nommé M. Clémenceau comme étant un des maires qui ont soutenu la Commune. C'est une erreur, et M. de Juigné a commis une injustice vis-à-vis de lui en l'accusant d'avoir pris part à l'insurrection.

Député : par M. Bastid, d'un rapport sur une proposition tendant à modifier l'article 85 du code de commerce et à simplifier la procédure de séparation de biens en matière de faillite dans l'intérêt de la femme du failli ; par M. de Montlaur, d'un rapport sur un échange d'immeubles.

M. Laurier dépose une proposition relative à la libération du territoire.

L'orateur donne lecture des motifs sur lesquels il appuie sa demande d'urgence. Il y a, dit-il, en ce moment un courant d'opinion qui fait régner l'incertitude sur l'avenir de la République ; il faut perdre vis-à-vis de la Remise le bénéfice des spéculations de délai et la rembourser immédiatement.

Il a été déposé dans ce sens plusieurs projets, au premier rang desquels nous citons celui de M. de Broglie. Malheureusement il nous laisse incertain, parce qu'il présente le caractère d'une loterie et qu'il aurait pour conséquence de rendre les grands marchés étrangers inaccessibles à ce genre de titres ; en outre il serait possible que les 4 milliards demandés ne fussent pas souscrits.

C'est pour éviter les conséquences fatales d'un insuccès que nous vous présentons un projet moins dangereux. Il s'agit d'un article 86 du cahier des charges qui donne à l'Etat la faculté de racheter les concessions au bout de quinze années et qui fixe le mode de remboursement à faire aux actionnaires.

Une fois ce rachat effectué, l'Etat peut hypothéquer ses lignes de chemins de fer et comme le crédit hypothécaire est toujours supérieur au crédit chirographaire, le taux de l'intérêt sera naturellement modéré.

Ainsi le dernier emprunt étant coté 90 et 92 fr. l'emprunt hypothécaire pourra s'élever à 85, soit 5 1/2 0/0, et l'économie de ce 1/2 0/0, qui sera de 18 millions, formera juste la somme qui lui faut pour éteindre un emprunt de 3 milliards en quarante-six ans. (Approbation sur un certain nombre de bancs. — Agitation.)

M. le ministre des finances voit dans l'émotion qui vient de se manifester dans l'Assemblée la preuve de la gravité de cette proposition, qui a été déposée dans un moment où le gouvernement en ait été prévenu. C'est une question qui touche à un des intérêts, on peut même dire à l'intérêt le plus considérable du pays. D'un autre côté, il s'agit d'un acte qui excite toute la sympathie du gouvernement, c'est-à-dire la libération du territoire.

Quoiqu'il en soit, le gouvernement ne peut accepter l'urgence sur une telle proposition. (Non ! non ! non !)

Il ne faut à aucun prix, par un sentiment assurément respectable, porter atteinte au crédit des compagnies de chemins de fer et inquiéter ceux qui leur ont accordé leur confiance. (Très bien !)

Cette proposition a besoin d'être examinée d'une manière très sérieuse et très approfondie.

Le ministre conclut en demandant le renvoi à la commission d'initiative.

M. Laurier. — Je ne saurais accepter le terrain sur lequel M. le ministre a posé la question. Je suis le premier à reconnaître qu'il faut agir avec réflexion ; mais j'invoque le droit qui est laissé au gouvernement de racheter les chemins de fer à des conditions déterminées. En présence des objections du ministre des finances, il retire sa demande d'urgence et propose le renvoi, non à la commission d'initiative, mais à la commission du budget.

M. le ministre des travaux publics se range à l'avis de son

